



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_VI_11

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter VI. NARCOTIC DRUGS AND PSYCHOTROPIC SUBSTANCES

TITLE : 6.11 Convention for the Suppression of the Illicit Traffic
in Dangerous Drugs Geneva, 26 June 1936 and Lake Success,
New York, 11 December 1946



*Conference for the
Suppression of the Illicit Traffic
in Dangerous Drugs*

Convention of 1936 for the Suppression of the Illicit Traffic
in Dangerous Drugs, Protocol of Signature and Final Act
signed at Geneva 26 June 1936 and amended by the Protocol
signed at Lake Success, New York, 11 December 1946



*Conférence
pour la répression du trafic illicite
des drogues nuisibles*

Convention de 1936 pour la répression du trafic illicite des
drogues nuisibles, Protocole de signature et Acte final signés
à Genève le 26 juin 1936 et amendés par le Protocole signé
à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946

Note: The underlined text indicates the amendments introduced by
the Protocol signed at Lake Success, New York, 11 December 1946.

Note: Le texte souligné indique les amendements introduits par
le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.

Lake Success, New York
1947

UNITED NATIONS PUBLICATIONS

Sale NO.: 1947. XI. 7

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

*Conference for the
Suppression of the Illicit Traffic
in Dangerous Drugs*

Convention of 1936 for the Suppression of the Illicit Traffic
in Dangerous Drugs, Protocol of Signature and Final Act
signed at Geneva 26 June 1936 and amended by the Protocol
signed at Lake Success, New York, 11 December 1946



*Conférence
pour la répression du trafic illicite
des drogues nuisibles*

Convention de 1936 pour la répression du trafic illicite des
drogues nuisibles, Protocole de signature et Acte final signés
à Genève le 26 juin 1936 et amendés par le Protocole signé
à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946

Note: The underlined text indicates the amendments introduced by
the Protocol signed at Lake Success, New York, 11 December 1946.

Note: Le texte souligné indique les amendements introduits par
le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.

Lake Success, New York

1947

[Communiqué au Conseil, aux Membres
de la Société des Nations et aux Etats
non membres représentée à la Conférence.]

Nos officiels: C. 286(1). M. 174(1). 1936. XI
C. 286(a)(1). M. 174(a)(1). 1936. XI
C. 286(b)(1). M. 174(b)(1). 1936. XI

Génève, le 1er janvier 1937.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

**CONFÉRENCE
POUR LA RÉPRESSION DU TRAFIC ILLICITE
DES DROGUES NUISIBLES**

CONVENTION DE 1936 POUR LA RÉPRESSION DU
TRAFIC ILLICITE DES DROGUES NUISIBLES,
PROTOCOLE DE SIGNATURE ET ACTE FINAL

(Genève, le 26 juin 1936)

LEAGUE OF NATIONS

**CONFERENCE FOR
THE SUPPRESSION OF THE ILLICIT TRAFFIC
IN DANGEROUS DRUGS**

CONVENTION OF 1936 FOR THE SUPPRESSION OF
THE ILLICIT TRAFFIC IN DANGEROUS DRUGS,
PROTOCOL OF SIGNATURE AND FINAL ACT

(Geneva, June 26th, 1936)

CONVENTION DE 1936 POUR LA REPRESSION DU TRAFIC ILLICITE DES DROGUES NUISIBLES

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULOARES; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET L'ISLANDE; SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE; LE CHARGÉ DU POUVOIR SUPRÊME DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE; LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DE VENEZUELA;

Ayant résolu, d'une part, de renforcer les mesures destinées à réprimer les infractions aux dispositions de la Convention internationale de l'opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912, de la Convention signée à Genève le 19 février 1925 et de la Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931, et, d'autre part, de combattre, par les moyens les plus efficaces dans les circonstances actuelles, le trafic illicite des drogues et substances visées par ces Conventions,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Le Président fédéral d'Autriche:

M. Emerich PFLÜGL, Représentant permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

Le Dr Bruno SCHULTZ, ancien Vice-Président de la Police de Vienne, Représentant de l'Autriche à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

CONVENTION OF 1936 FOR THE SUPPRESSION OF THE ILLICIT TRAFFIC IN DANGEROUS DRUGS

THE FEDERAL PRESIDENT OF AUSTRIA; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS; THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND; HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT; THE OFFICIAL ENTRUSTED WITH THE SUPREME POWER OF THE REPUBLIC OF ECUADOR; THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA; THE SWISS FEDERAL COUNCIL; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC; THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA.

Having resolved, on the one hand, to strengthen the measures intended to penalise offences contrary to the provisions of the International Opium Convention signed at The Hague on January 23rd, 1912, the Geneva Convention of February 19th, 1925, and the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs signed at Geneva on July 13th, 1931, and, on the other hand, to combat by the methods most effective in the present circumstances the illicit traffic in the drugs and substances covered by the above Conventions,

Have appointed as their Plenipotentiaries:

The Federal President of Austria:

M. Emerich PFLÜGL, Permanent Representative to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

Dr. Bruno SCHULTZ, former Vice-President of the Vienna Police, Representative of Austria on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Maurice BOURQUIN, Conseiller juridique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Professeur à l'Université de Genève.

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil:

M. Jorge LATOUR, Secrétaire de légation.

5a Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:

M. Oscar Follett DOWSON, C.B.E., Conseiller juridique au Ministère de l'Intérieur; Le major William Hewett COLES, D.S.O., Représentant du Royaume-Uni à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Pour le Dominion du Canada:

Le colonel C. H. L. SHARMAN, C.M.G., C.B.E., Chef de la Division des narcotiques au Département des Pensions et de la Santé publique et Représentant du Canada à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Pour l'Inde:

M. Gordon Sidey HARDY, C.I.E., I.C.S., Vice-Président de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. Nicolas MOMTCHILOFF, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Président du Gouvernement national de la République de Chine:

Le Dr Hoo Chi-Tsai, Directeur du Bureau permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Président de la République de Colombie:

M. Rafael GUIZADO, Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations.

Le Président de la République de Cuba:

M. Guillermo de BLANCK, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

5a Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

M. William BORBERG, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

His Majesty the King of the Belgians:

M. Maurice BOURÇOIN, Legal Adviser of the Ministry of Foreign Affairs and External Trade, Professor at the University of Geneva.

The President of the Republic of the United States of Brazil:

M. Jorge LATOUR, Secretary of Legation.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

Oscar Follett DOWSON, Esq., C.B.E., Legal Adviser to the Home Office; Major William Hewett COLES, D.S.O., Representative of the United Kingdom on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

For the Dominion of Canada:

Colonel C. H. L. SHARMAN, C.M.G., C.B.E., Chief of the Narcotic Division of the Department of Pensions and National Health, Representative of Canada on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

For India:

Gordon Sidey HARDY, Esq., C.I.E., I.C.S., Vice-Chairman of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

His Majesty the King of the Bulgarians:

M. Nicolas MOMTCHILOFF, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

The President of the National Government of the Republic of China:

Dr. Hoo Chi-Tsai, Director of the Permanent Office of the Delegation to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

The President of the Republic of Colombia:

M. Rafael GUIZADO, Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations.

The President of the Republic of Cuba:

M. Guillermo de BLANCK, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

His Majesty the King of Denmark and Iceland:

M. William BORBERG, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

Sa Majesté le Roi d'Égypte:

M. Edgar GORRA, Conseiller royal, Directeur du contentieux de l'Etat, à Alexandrie.

Le Chargé du Pouvoir suprême de la République de l'Équateur:

M. Alejandro GASTELÚ CONCHA, Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations, Consul général à Genève.

Le Président de la République espagnole:

M. Julio CASARÉS Y SÁNCHEZ, Représentant de l'Espagne à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, Chef de Section au Ministère des Affaires étrangères.

Le Président de la République d'Estonie:

M. Johannes KODAR, Délégué permanent a. i. près la Société des Nations.

La Président de la République française:

M. VERCHÈRE DE REFFYE, Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur du contentieux et des chancelleries au Ministère des Affaires étrangères;

M. Gaston BOURGOIS, Consul général de France.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Raoul BIBICA-ROSETTI, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

M. Alexandre CONTOUMAS, Premier Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations.

Le Président de la République de Honduras:

Le Dr Julian LÓPEZ PINEDA, Délégué permanent près la Société des Nations, Chargé d'Affaires à Paris.

Son Altesse sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

M. László DE VELICS, Chef de la Délégation royale près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. Massa-aki HOTTA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Président des États-Unis du Mexique:

M. Manuel TELLO, Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations, Premier Secrétaire du Service extérieur mexicain, Représentant du Mexique à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Son Altesse sérénissime le Prince de Monaco:

M. Xavier-John RAISIN, Consul général à Genève.

His Majesty the King of Egypt:

M. Edgar GORRA, Royal Adviser, "Directeur du contentieux de l'Etat", Alexandria.

The Official entrusted with the Supreme Power of the Republic of Ecuador:

M. Alejandro GASTELÚ CONCHA, Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations, Consul-General in Geneva.

The President of the Spanish Republic:

M. Julio CASARES Y SÁNCHEZ, Head of Section at the Ministry of Foreign Affairs, Representative of Spain on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

The President of the Republic of Estonia:

M. Johannes KODAR, Permanent Delegate a.i. to the League of Nations.

The President of the French Republic:

M. VERCHÈRE DE REFFYE, Minister Plenipotentiary, "Sous-Directeur des chancelleries et du contentieux" at the Ministry of Foreign Affairs;

M. Gaston BOURGOIS, Consul-General of France.

His Majesty the King of the Hellenes:

M. Raoul BIBICA-ROSETTI, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

M. Alexandre CONTOUMAS, First Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations.

The President of the Republic of Honduras:

Dr. Julian LÓPEZ PINEDA, Permanent Delegate to the League of Nations, Chargé d'Affaires in Paris.

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. László DE VELICS, Chief of the Royal Delegation to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

His Majesty the Emperor of Japan:

M. Massa-aki HOTTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

The President of the United States of Mexico:

M. Manuel TELLO, Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations, First Secretary of the Mexican Foreign Service, Representative of Mexico on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

His Serene Highness the Prince of Monaco:

M. Xavier-John RAISIN, Consul-General at Geneva.

Le Président de la République de Panama:

Le Dr Ernesto HOFFMANN, Délégué permanent près la Société des Nations.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. J. H. DELGOKGE, Conseiller du Gouvernement des Pays-Bas pour les questions internationales en matière d'opium, Représentant des Pays-Bas à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles]

Le Jonkheer G. BEELAERTS VAN BLOKXAND, Rédacteur adjoint au Ministère des Affaires étrangères.

Le Président de la République de Pologne:

Le Dr Witold CHODZKO, ancien Ministre de la Santé publique, Président de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Le Président de la République portugaise:

Le Dr Augusto DE VASCONCELLOS, Délégué permanent près la Société des Nations, Ministre plénipotentiaire;

Le professeur José CAEIRO DA MATTA, Recteur de l'Université de Lisbonne.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Constantin ANTONIADE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Société des Nations.

Le Conseil fédéral suisse:

M. Camille GORGÉ, Conseiller de légation, Chef de la Section de la Société des Nations au Département politique fédéral.

Le Président de la République tchécoslovaque:

Le Dr Antonin KOUKAL, Conseiller au Ministère de la Justice.

Le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes:

M. Georges LAGHKEVITGH, Conseiller juridique au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères.

Le Président de la République de l'Uruguay:

M. Victor BENAUTOES, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le Dr Alfredo DE CASTRO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Représentant de l'Uruguay à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Le Président des Etats-Unis du Venezuela:

M. Manuel AROCHA, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

The President of the Republic of Panama:

Dr. Ernesto HOFFMANN, Permanent Delegate to the League of Nations.

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

M. J. H. DELGORGE, Adviser of the Netherlands Government on international opium questions, Netherlands Representative on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs;

Jonkheer G. BEELAERTS VAN BLOKLAND, Assistant Editor to the Ministry of Foreign Affairs.

The President of the Republic of Poland:

Dr. Witold CHODZKO, Former Minister of Public Health, Chairman of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

The President of the Portuguese Republic:

Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, Permanent Delegate to the League of Nations, Minister Plenipotentiary;

Professor José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon.

His Majesty the King of Roumania:

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations.

The Swiss Federal Council:

M. Camille GORGÉ, Counsellor of Legation, Chief of the League of Nations Section at the Federal Political Department.

The President of the Czechoslovak Republic:

Dr. Antonin KOUKAL, Adviser at the Ministry of Justice.

The Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics:

M. Georges LACHKEVITCH, Legal Adviser at the People's Commissariat for Foreign Affairs.

The President of the Republic of Uruguay:

M. Victor BENAVIDES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

Dr. Alfredo DE CASTRO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians and to Her Majesty the Queen of the Netherlands, Representative of Uruguay on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

The President of the United States of Venezuela:

M. Manuel ABOCHA, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Dans la présente Convention, on entend par "stupéfiants" les drogues et substances auxquelles s'appliquent ou s'appliqueront les dispositions de la Convention de La Haye du 23 janvier 1912 et des Conventions de Genève du 19 février 1925 et du 13 juillet 1931.

2. Aux termes de la présente Convention, on entend par "extraction" l'opération par laquelle on sépare un stupéfiant de la substance ou du composé dont il fait partie, sans qu'il y ait fabrication ou transformation proprement dites. Cette définition du mot "extraction" ne vise pas les procédés par lesquels on obtient l'opium brut du pavot à opium, ces procédés étant couverts par le terme "production".

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à édicter les dispositions législatives nécessaires pour punir sévèrement, et notamment de prison ou d'autres peines privatives de liberté, les faits suivants, à savoir :

a) La fabrication, la transformation, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la mise en vente, la distribution, l'achat, la vente, la cession à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation et l'exportation des stupéfiants contraires aux stipulations desdites conventions;

b) La participation intentionnelle aux faits visés dans cet article;

c) L'association ou l'entente en vue de l'accomplissement d'un des faits visés ci-dessus;

d) Les tentatives et, dans les conditions prévues par la loi nationale, les actes préparatoires.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes qui possèdent une juridiction extraterritoriale sur le territoire d'une autre Haute Partie contractante s'engagent à édicter les dispositions législatives nécessaires pour punir leurs ressortissants s'étant rendus coupables sur ce territoire de tout fait visé à l'article 2, au moins aussi sévèrement que si le fait avait été commis sur leur propre territoire.

Article 4.

Si des faits rentrant dans les catégories visées à l'article 2 sont commis dans des pays différents, chacun d'eux sera considéré comme une infraction distincte.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes dont la loi nationale régit la culture, la récolte et la

who, having produced their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

17 In the present Convention, "narcotic drugs" shall be deemed to mean the drugs and substances to which the provisions of the Hague Convention of January 23rd, 1912, and the Geneva Conventions of February 19th, 1925, and July 13th, 1931, are now or hereafter may be applicable.

2. For the purposes of the present Convention, the word "extraction" connotes an operation whereby a narcotic drug is separated from the substance or compound of which it forms part, without involving any actual manufacture or conversion properly so called. This definition of the word "extraction" is not intended to include the processes whereby raw opium is obtained from the opium poppy, these being covered by the term "production".

Article 2.

Each of the High Contracting Parties agrees to make the necessary legislative provisions for severely punishing, particularly by imprisonment or other penalties of deprivation of liberty, the following acts—namely :

(a) The manufacture, conversion, extraction, preparation, possession, offering, offering for sale, distribution, purchase, sale, delivery on any terms whatsoever, brokerage, despatch, despatch in transit, transport, importation and exportation of narcotic drugs, contrary to the provisions of the said Conventions;

(b) Intentional participation in the offences specified in this Article;

(c) Conspiracy to commit any of the above-mentioned offences;

(d) Attempts and, subject to the conditions prescribed by national law, preparatory acts.

Article 3.

The High Contracting Parties who possess extra-territorial jurisdiction in the territory of another High Contracting Party undertake to enact the necessary legislative provisions for punishing such of their nationals as are guilty within that territory of any offence specified in Article 2 at least as severely as if the offence had been committed in their own territory.

Article 4.

Each of the acts specified in Article 2 shall, if committed in different countries, be considered as a distinct offence.

Article 5.

The High Contracting Parties, whose national law regulates cultivation, gathering and produc-

production en vue de l'obtention des stupéfiants, rendront de même sévèrement punissable toute infraction à cette loi.

Article 6.

Les pays qui admettent le principe de la récidive internationale reconnaissent, dans les conditions prévues par la loi nationale, comme généralisées d'une telle récidive, les condamnations étrangères prononcées du chef de l'un des faits visés à l'article 2.

Article 7.

1. Dans les pays qui n'admettent pas le principe de l'extradition des nationaux, les ressortissants qui sont rentrés sur le territoire de leur pays, après s'être rendus coupables à l'étranger de tout fait visé à l'article 2, doivent être poursuivis et punis de la même manière que si le fait avait été commis sur ledit territoire, et cela même dans le cas où le coupable aurait acquis sa nationalité postérieurement à l'accomplissement de l'infraction.

2. Cette disposition n'est pas applicable si, dans un cas semblable, l'extradition d'un étranger ne peut pas être accordée.

Article 8.

Les étrangers qui ont commis à l'étranger un des faits prévus par l'article 2 et qui se trouvent sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes doivent être poursuivis et punis de la même manière que si le fait avait été commis sur ce territoire, lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- a) L'extradition ayant été demandée, n'a pu être accordée pour une raison étrangère au fait même;
- b) La législation du pays de refuge admet comme règle générale la poursuite d'infractions commises par des étrangers à l'étranger.

Article 9.

1. Les faits prévus par l'article 2 seront de plein droit compris comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes.

2. Les Hautes Parties contractantes qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité ou à une condition de réciprocité, reconnaissent les faits visés ci-dessus comme cas d'extradition entre elles.

3. L'extradition sera accordée conformément au droit du pays requis.

4. La Haute Partie contractante à laquelle il sera adressé une demande d'extradition aura, dans tous les cas, le droit de refuser de procéder à l'arrestation ou d'accorder l'extradition si ses autorités compétentes estiment que le fait moti-

tion with a view to obtaining narcotic drugs, shall likewise make severely punishable contraventions thereof.

Article 6.

In countries where the principle of the international recognition of previous convictions is recognised, foreign convictions for the offences referred to in Article 2 shall, subject to the conditions prescribed by the domestic law, be recognised for the purpose of establishing habitual criminality.

Article 7.

1. In countries where the principle of the extradition of nationals is not recognised, nationals who have returned to the territory of their own country, after the commission abroad of any of the offences referred to in Article 2, shall be prosecuted and punished in the same manner as if the offence had been committed in the said territory, even in a case where the offender has acquired his nationality after the commission of the offence.

2. This provision does not apply if, in a similar case, the extradition of a foreigner cannot be granted.

Article 8.

Foreigners who are in the territory of a High Contracting Party and who have committed abroad any of the offences set out in Article 2 shall be prosecuted and punished as though the offence had been committed in that territory if the following conditions are realised—namely, that:

- (a) Extradition has been requested and could not be granted for a reason independent of the offence itself;
- (b) The law of the country of refuge considers prosecution for offences committed abroad by foreigners admissible as a general rule.

Article 9.

1. The offences set out in Article 2 shall be deemed to be included as extradition crimes in any extradition treaty which has been or may hereafter be concluded between any of the High Contracting Parties.

2. The High Contracting Parties who do not make extradition conditional on the existence of a treaty or on reciprocity shall as between themselves recognise the offences referred to above as extradition crimes.

3. Extradition shall be granted in conformity with the law of the country to which application is made.

4. The High Contracting Party to whom application for extradition is made shall, in all cases, have the right to refuse to effect the arrest or to grant the extradition of a fugitive offender if his competent authorities consider that the of-

vant les poursuites ou ayant entraîné la condamnation n'est pas assez grave.

Article 10.

Les stupéfiants, ainsi que les matières et instruments destinés à l'accomplissement d'un des faits prévus par l'article 2, sont susceptibles d'être saisis et confisqués.

Article 11.

1. Chaque Haute Partie contractante devra instituer, dans le cadre de sa législation nationale, un office central chargé de surveiller et de coordonner toutes les opérations indispensables pour prévenir les faits prévus par l'article 2, et de faire en sorte que des mesures soient prises pour poursuivre les personnes coupables de faits de ce genre.

2. Cet office central :

a) Devra se tenir en contact étroit avec les autres institutions ou organismes officiels s'occupant des stupéfiants;

b) Devra centraliser tous les renseignements de nature à faciliter les recherches et la prévention des faits prévus par l'article 2, et

c) Devra se tenir en contact étroit et pourra correspondre directement avec les offices centraux des autres pays.

3. Quand le Gouvernement d'une Haute Partie contractante a le caractère fédéral ou quand l'autorité exécutive de ce Gouvernement est répartie entre le Gouvernement central et des gouvernements locaux, la surveillance et la coordination indiquées au paragraphe 1 et l'exécution des obligations spécifiées aux alinéas a) et b) du paragraphe 2 s'organiseront conformément au système constitutionnel ou administratif en vigueur.

4. Dans le cas où la présente Convention serait appliquée à un territoire quelconque en vertu de l'article 18, l'application des dispositions du présent article pourra être assurée par la création d'un office central établi dans ou pour ce territoire et agissant, en cas de besoin, en liaison avec l'office central du territoire métropolitain intéressé.

5. Les pouvoirs et les compétences prévus pour l'office central peuvent être délégués à l'Administration spéciale prévue par l'article 15 de la Convention de 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants.

Article 12.

1. L'office central collaborera, dans la plus large mesure possible, avec les offices centraux étrangers, pour faciliter la prévention et la répression des faits prévus par l'article 2.

2. Cet organisme communiquera, dans les limites où il le jugera utile, à l'office central de tout autre pays qui y serait intéressé :

of which the fugitive offender is accused or convicted is not sufficiently serious.

Article 10.

Any narcotic drugs as well as any substances and instruments intended for the commission of any of the offences referred to in Article 2 shall be liable to seizure and confiscation.

Article 11.

1. Each of the High Contracting Parties shall set up, within the framework of its domestic law, a central office for the supervision and co-ordination of all operations necessary to prevent the offences specified in Article 2, and for ensuring that steps are taken to prosecute persons guilty of such offences.

2. This central office:

(a) Shall be in close contact with other official institutions or bodies dealing with narcotic drugs;

(b) Shall centralise all information of a nature to facilitate the investigation and prevention of the offences specified in Article 2;

(c) Shall be in close contact with and may correspond direct with the central offices of other countries.

3. Where the Government of a High Contracting Party is federal in character, or where the executive authority of its Government is distributed between central and local Governments, the supervision and co-ordination specified in paragraph 1 and the execution of the functions specified in (a) and (b) of paragraph 2 shall be carried out in conformity with the constitutional or administrative system thereof.

4. Where the present Convention has been applied to any territory by virtue of Article 18, the requirements of the present Article may be carried out by means of a central office set up in or for that territory acting in conjunction, if necessary, with the central office in the metropolitan territory concerned.

5. The powers and the functions of the central office may be delegated to the special administration referred to in Article 15 of the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs of 1931.

Article 12.

1. The central office shall co-operate with the central offices of foreign countries to the greatest extent possible, in order to facilitate the prevention and punishment of the offences specified in Article 2.

2. The office shall, so far as it thinks expedient, communicate to the central office of any country which may be concerned :

a) Les renseignements pouvant permettre de procéder à toutes vérifications et opérations relatives aux transactions en cours ou projetées;

b) Les indications qu'il aura pu recueillir sur l'identité et le signalement des trafiquants en vue de la surveillance de leurs déplacements;

G) La découverte de fabriques clandestines de stupéfiants.

Article 13.

1. La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées à l'article 2 doit être effectuée, soit:

a) De préférence par voie de communication directe entre les autorités compétentes de chaque pays, le cas échéant, par l'entremise des offices centraux;

b) Par correspondance directe des ministres de la Justice des deux pays ou par l'envoi direct, par une autre autorité compétente du pays requérant, au ministre de la Justice du pays requis;

c) Par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis. Les commissions rogatoires seront transmises par cet agent à l'autorité désignée par le pays requis.

2. Chaque Haute Partie contractante peut déclarer, par une communication adressée aux autres Hautes Parties contractantes, qu'elle entend que les commissions rogatoires à exécuter sur son territoire lui soient transmises par la voie diplomatique.

3. Dans le cas de l'alinéa c) du paragraphe 1, une copie de la commission rogatoire sera adressée en même temps par l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant au ministre des Affaires étrangères du pays requis.

4. A défaut d'entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les pays intéressés.

5. Chaque Haute Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Hautes Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Haute Partie contractante.

6. Jusqu'au moment où une Haute Partie contractante fera une telle communication, sa procédure actuelle, en fait de commission rogatoire, sera maintenue.

7. L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais autres que les frais d'expertise.

(a) Particulars which would make it possible to carry out any investigations or operations relating to any transactions in progress or proposed;

(b) Any particulars which it has been able to secure regarding the identity and the description of traffickers with a view to supervising their movements;

(c) Discoveries of secret factories of narcotic drugs.

Article 13.

1. The transmission of letters of request relating to the offences referred to in Article 2 shall be effected:

(a) Preferably by direct communication between the competent authorities of each country or through the central offices, or

(b) By direct correspondence between the Ministers of Justice of the two countries or by direct communication from another competent authority of the country making the request to the Minister of Justice of the country to which the request is made, or

(c) Through the diplomatic or consular representative of the country making the request in the country to which the request is made. For this purpose, the letters of request shall be sent by such representative to the authority designated by the country to which the request is made.

2. Each High Contracting Party may, by communication to the other High Contracting Parties, express its desire that letters of request to be executed within its territory should be sent to it through the diplomatic channel.

3. In case (c) of paragraph 1, a copy of the letter of request shall at the same time be sent by the diplomatic or consular representative of the country making the request to the Minister for Foreign Affairs of the country to which application is made.

4. Unless otherwise agreed, the letter of request shall be drawn up in the language of the authority to which request is made or in a language agreed upon by the two countries concerned.

5. Each High Contracting Party shall notify to each of the other High Contracting Parties the method, or methods, of transmission mentioned above which it will recognise for the letters of request of the latter High Contracting Party.

6. Until such notification is made by a High Contracting Party, its existing procedure in regard to letters of request shall remain in force.

7. The execution of letters of request shall not be subject to payment of taxes or expenses other than the expenses of experts.

8. Rien, dans le présent article, ne pourra être interprété comme constituant, de la part des Hautes Parties contractantes, un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leur loi ou de donner suite à des commissions rogatoires autrement que dans les limites de leur

Article 14.

La participation d'une Haute Partie contractante à la présente Convention ne doit pas être interprétée comme affectant son attitude sur la question générale de la compétence de la juridiction pénale comme question de droit inter-

national.

Article 15.

La présente Convention laisse intact le principe que les faits prévus aux articles 2 et 5 doivent, dans chaque pays, être qualifiés, poursuivis et jugés conformément aux règles générales de la législation nationale.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les lois et règlements promulgués pour donner effet à la présente Convention, ainsi qu'un rapport annuel relatif au fonctionnement de la Convention sur leurs territoires.

Article 17.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Parties concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour internationale de Justice si elles sont toutes Parties au Statut et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 38 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 18.

1. Toute Haute Partie contractante pourra déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, qu'en acceptant la présente Convention, elle n'assume aucune obligation pour l'ensemble ou une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa souveraineté ou sous son mandat, et la présente Convention ne s'appliquera pas aux territoires mentionnés dans cette déclaration.

8. Nothing in the present Article shall be construed as an undertaking on the part of the High Contracting Parties to adopt in criminal matters any form or methods of proof contrary to their laws or to execute letters of request otherwise than within the limits of their laws.

Article 14.

The participation of a High Contracting Party in the present Convention shall not be interpreted as affecting that Party's attitude on the general question of criminal jurisdiction as a question of international law.

Article 15.

The present Convention does not affect the principle that the offences referred to in Articles 2 and 5 shall in each country be defined, prosecuted and punished in conformity with the general rules of its domestic law.

Article 16.

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Secretary-General of the United Nations the laws and regulations promulgated in order to give effect to the present Convention, and also an annual report on the working of the Convention in their territories.

Article 17.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention, and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the International Court of Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Statute, and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Statute, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of 18 October 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 18.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

2. Toute Haute Partie contractante pourra ultérieurement donner, à tout moment, avis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle désire que la présente Convention s'applique à l'ensemble ou à une partie de ses territoires qui auront fait l'objet d'une déclaration aux termes de l'alinéa précédent, et la présente Convention s'appliquera à tous les territoires mentionnés dans l'avis quatre-vingt-dix jours après réception de cet avis par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra déclarer à tout moment, après l'expiration de la période de cinq ans prévue par l'article 21, qu'elle désire que la présente Convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa souveraineté ou sous son mandat, et la Convention cessera de s'appliquer aux territoires mentionnés dans cette déclaration, un an après réception de cette déclaration par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux Etats non membres mentionnés à l'article 20, toutes les déclarations et tous les avis reçus aux termes du présent article.

Article 19.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 31 décembre 1936, ouverte à la signature au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre invité à la Conférence qui a élaboré la présente Convention, ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

Article 20.

La présente Convention est sujette à ratification. A partir du 1er janvier 1947 les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Etats non membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué un exemplaire de la Convention.

Article 21.

1. Il pourra être adhéré à la présente Convention, au nom de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de tout Etat non Membre visé à l'article 20.

2. Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the United Nations at any time subsequently that he declares that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the United Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of five years mentioned in Article 21, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates and overseas territories or territories under suzerainty or mandate, and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the United Nations.

4. The Secretary-General shall communicate to all the Members of the United Nations and to the non-member States mentioned in Article 20 all declarations and notices received in virtue of this Article.

Article 19.

The present Convention, of which the French and English texts shall both be equally authoritative, shall bear this day's date, and shall, until December 31st, 1936, be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which received an invitation to the Conference which drew up the present Convention, or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 20.

The present Convention is subject to ratification. As from 1 January 1947, the instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the United Nations and the non-member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

Article 21.

1. The present Convention shall be open to accession on behalf of any Member of the United Nations or non-member State mentioned in Article 20.

2. The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the

Nations Unies, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Etats non membres visés audit article.

Article 22.

La présente Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou les adhésions de dix Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Elle sera enregistrée à cette date par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 23.

Les ratifications ou adhésions déposées après le dépôt de la dixième ratification ou adhésion prendront effet à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de leur réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 24.

1. A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci pourra être dénoncée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation sortira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies; elle ne sera opérante que pour la Haute Partie contractante au nom de laquelle elle aura été déposée.

2. Le Secrétaire général notifiera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres mentionnés à l'article 20 les dénonciations ainsi reçues.

3. Si, par suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Hautes Parties contractantes se trouve ramené à moins de dix, la Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet, conformément aux dispositions du présent article.

Article 25.

Une demande de révision de la présente Convention pourra être formulée en tout temps, par toute Haute Partie contractante, par voie de notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette notification sera communiquée par le Secrétaire général aux Hautes Parties contractantes et, si elle est appuyée par un tiers au moins d'entre elles, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se réunir en une conférence aux fins de révision de la Convention.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

United Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the United Nations and to the non-member States mentioned in that Article.

Article 22.

The present Convention shall come into force ninety days after the Secretary-General of the League of Nations has received the ratifications or accessions of ten Members of the League of Nations or non-member States. It shall be registered on that date by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 23.

Ratifications or accessions received after the deposit of the tenth ratification or accession shall take effect as from the expiration of a period of ninety days from the date of their receipt by the Secretary-General of the United Nations.

Article 24.

1. After the expiration of five years from the date of the coming into force of the present Convention, it may be denounced by an instrument in writing, deposited with the Secretary-General of the United Nations. The denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the United Nations and shall operate only as regards the High Contracting Party on whose behalf it has been deposited.

2. The Secretary-General shall notify all the Members of the United Nations and the non-member States mentioned in Article 20 of any denunciations received.

3. If, as a result of simultaneous or successive denunciations, the number of High Contracting Parties is reduced to less than ten, the Convention shall cease to be in force as from the date on which the last of such denunciations shall take effect in accordance with the provisions of this Article.

Article 25.

Request for the revision of the present Convention may be made at any time by any High Contracting Party by means of a notice addressed to the Secretary-General of the United Nations. Such notice shall be communicated by the Secretary-General to the other High Contracting Parties and, if endorsed by not less than one-third of them, the High Contracting Parties agree to meet for the purpose of revising the Convention.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

FAIT à Genève, le vingt-six juin mil neuf cent trente-six, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres mentionnés à l'article 19.

DONE at Geneva, the twenty-sixth day of June, one thousand nine hundred and thirty-six, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 19.

AUTRICHE

AUSTRIA

E. PFLÜGL
Dr Bruno SCHULTZ

BELGIQUE

BELGIUM

En acceptant la présente Convention, la Belgique n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Congo belge et les territoires du Ruanda-Urundi au sujet desquels elle exerce un mandat au nom de la Société des Nations \ Maurice BOURQUIN

ETATS-UNIS DU BRESIL

UNITED STATES OF BRAZIL

Jorge LÂTOUR
ad referendum

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés
de la Société des Nations

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
and all parts of the British Empire
which are not separate Members of
the League of Nations

Oscar F. DOWSON
Wm. H. COLES

CANADA

CANADA

C. H. L. SHARMAN

INDE

INDIA

G. HARDY

BULGARIE

BULGARIA

N. MoMTCHILOFF

CHINE

CHINA

Hoo Chi-Tsai

COLOMBIE

COLOMBIA

ad referendum
Rafael GUIZADO

CUBA

CUBA

G. de BLANCK

DANEMARK

DENMARK

William BORBERG

EGYPTE

EGYPT

Edgar GORRA

EQUATEUR

ECUADOR

Alex GASTELÚ

ESPAGNE

SPAIN

Julio CASARES

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations:

"In accepting the present Convention, Belgium does not assume any obligation as regards the Belgian Congo and the Territories of Ruanda-Urundi in respect of which a mandate is being exercised by her on behalf of the League of Nations."

ESTONIE	J. KODAR	ESTONIA
FRANCE	P. DE REFFYE G. BOURGOIS	FRANCE
GRECE	Raoul BIBICA-ROSETTI A. CONTOUMAS	GREECE
HONDURAS	J. LEPÉZ PTNEA	HONDURAS
HONGRIE	Sous réserve de ratification VEUCS	HUNGARY
JAPON	Massa-aki HOTTA	JAPAN
MEXIQUE	Manuel TELLO	MEXICO
MONACO	Xavier RAISIN	MONACO
PANAMA	<i>ad referendum:</i> Dr Ernesto HOFFMANN	PANAMA
PAYS-BAS	DELGORGE G. BEELAERTS VAN BLOKLAND	THE NETHERLANDS
POLOGNE	CHODZKO	POLAND
PORTUGAL	Augusto DEVASCONCELLOS José CAEN DA MATTA	PORTUGAL
ROUMANIE	C. ANTONIADE	ROUMANIA
SUISSE	C. GORÉ	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Dr Antonin KOUKAL	CZECHOSLOVAKIA
UNION DES REPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES	G. LACHKEVITCH	UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
URUGUAY	V. BENAVIDES Alfredo DE CASTRO	URUGUAY
VENEZUELA	<i>ad referendum:</i> AROCHA	VENEZUELA

PROTOCOLE DE SIGNATURE

En signant la Convention de 1936 pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles en date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés déclarent, au nom de leurs gouvernements, accepter :

1. Que la Chine subordonne son acceptation de la Convention à la réserve ci-après, concernant l'article 9 :

PROTOCOL OF SIGNATURE

When signing the Convention of 1936 for the Suppression of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs dated this day, the undersigned Plenipotentiaries, in the name of their Governments, declare to have agreed :

1. To China making acceptance of the Convention subject to the following reservation as to Article 9:

"Tant que la juridiction consulaire dont jouissent encore les ressortissants de certaines Puissances en Chine ne sera pas abolie, le Gouvernement chinois ne peut pas assumer les obligations découlant de l'article 9, qui contient l'engagement général pour les Parties contractantes d'accorder l'extradition d'étrangers ayant commis les faits visés à cet article."

2. Que les Pays-Bas subordonnent leur acceptation de la Convention à la réserve que, selon les principes fondamentaux de leur droit pénal, ils ne pourront se conformer au sous-paragraphe c) de l'article 2 que dans les cas où il y aura commencement d'exécution.

3. Que l'Inde subordonne son acceptation de la Convention à la réserve que ladite Convention ne s'applique pas aux Etats de l'Inde, ni aux Etats Chans (qui font partie de l'Inde britannique).

EN FOI DE QUOI les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Protocole.

FAIT à Genève, le vingt-six juin mil neuf cent trente-six, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres mentionnés à l'article 19 de la Convention.

"So long as the consular jurisdiction still enjoyed by the nationals of certain Powers in China is not abolished, the Chinese Government is unable to assume the obligations resulting from Article 9, involving a general undertaking by the Contracting Parties to grant the extradition of foreigners guilty of the offences referred to in that Article."

2. That the Netherlands make their acceptance of the Convention subject to the reservation that, according to the basic principles of penal law in the Netherlands, they are able to comply with sub-paragraph (c) of Article 2 only in circumstances where there is a commencement of execution.

3. That India makes its acceptance of the Convention subject to the reservation that the said Convention does not apply to the Indian States or to the Shan States (which are part of British India).

IN FAITH WHEREOF the undersigned have affixed their signatures to the present Protocol.

DONE at Geneva, the twenty-sixth day of June, one thousand nine hundred and thirty-six, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in Article 19 of the Convention.

AUTRICHE

E. PFLÜGL

AUSTRIA

Dr Bruno SCHULTZ

BELGIQUE

Maurice BOURQUIN

BELGIUM

ETATS-UNIS DU BRESIL

Jorge LATOUR
ad referendum

UNITED STATES OF BRAZIL

GRANDE-BRETAGNE

ET IRLANDE DU NORD
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés
de la Société des Nations

Oscar F. DOWSON
Wm. H. COLES

GREAT BRITAIN

AND NORTHERN IRELAND
and all parts of the British Empire
which are not separate Members of
the League of Nations

CANADA

C. H. L. SHARMAN

CANADA

INDE

G. HARDY

INDIA

BULGARIE

N. MOMTCHILOFF

BULGARIA

CHINE

Hoo Chi-Tsai

CHINA

COLOMBIE

ad referendum
Rafael GUIZADO

COLOMBIA

CUBA	G. de BLANCK	CUBA
DANEMARK	William BORBEQ	DENMARK
EGYPTE	Edgar GoRRA	EGYPT
EQUATEUR	AlexGASTEL<5	ECUADOR
ESPAGNE	JulioCASARES	SPAIN
ESTONIE	J. KODAK	ESTONIA
FRANCE	P. DE REFFYE G. BOURGOIS	FRANCE
GRECE	Raoul BIBICA-RoSETTI A. CONTOUMAS	GREECE
HONDURAS	J. L6PEZ PINEDA	HONDURAS
HONGRIE	Sous réserve de ratification VELIGS	HUNGARY
JAPON	Massa-aki HOTTA	JAPAN
MEXIQUE	Manuel TELU>	MEXICO
MONACO	Xavier RAISIN	MONACO
PANAMA	<i>ad referendum: Dr Ernesto HOFFMANN</i>	PANAMA
PAYS-BAS	DELGORGE G. BEELAERTS VAN BLOKIAND	THE NETHERLANDS
POLOGNE	CHODZKO	POLAND
PORTUGAL	Augusto DE VASCONCELLOS José CAEIRO DA MATTA	PORTUGAL
ROUMANIE	C. ANTONIADE	ROUMANIA
SUISSE	C. GORGÉ	SWITZERLAND
TCHECOSLOVAQUIE	Dr Antonin KOUKAL	CZECHOSLOVAKIA
UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES	G. LACHKEVITCH	UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

ACTE FINAL

Les GOUVERNEMENTS DE L'AFGHANISTAN, DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DE L'AUTRICHE, DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE LA BULGARIE, DU CANADA, DU CHILI, DE LA CHINE, DE CUBA, DU DANEMARK, DE L'EGYPTE, DE L'EQUATEUR, DE L'ESPAGNE, DE LA FRANCE, DE LA GRÈCE, DU HONDURAS, DE LA HONGRIE, DE L'INDE, DE L'IRAK, DE L'ETAT LIBRE D'IRLANDE, DU JAPON, DU LIECHTENSTEIN, DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, DU NICARAGUA, DE LA NORVÈGE, DU PANAMA, DES PAYS-BAS, DU PÉROU, DE LA POLOGNE, DU PORTUGAL, DE LA ROUMANIE, DU SIAM, DE LA SUISSE, DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE, DE LA TURQUE, DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, DE L'URUGUAY, DES ETATS-UNIS DU VENEZUELA ET DE LA YOUGOSLAVIE.

Ayant accepté l'invitation qui leur a été adressée en exécution de la résolution du Conseil de la Société des Nations, en date du 20 janvier 1936, en vue de la conclusion d'une Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles,

Ont désigné les délégués ci-après:

AFGHANISTAN

Délégué:

Son Excellence le général
MOHAMED OMER Khan

Délégué à l'Assemblée de la Société des Nations, Délégué permanent suppléant près la Société des Nations.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Délégués:

M. Stuart J. FULLER

Assistant-Chef à la Division des Affaires d'Extrême-Orient, Département d'Etat, Représentant des Etats-Unis d'Amérique à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

M. Harry J. ANSLINGER

Commissaire aux stupéfiants au Ministère des Finances.

Conseiller juridique:

M. Frank X. WARD

Conseiller juridique adjoint du Département d'Etat.

AUTRICHE

Délégués:

Son Excellence M. Emerich PFLUGL

Représentant permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

FINAL ACT

The GOVERNMENTS OF AFGHANISTAN, THE UNITED STATES OF AMERICA, AUSTRIA, THE UNITED STATES OF BRAZIL, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, BULGARIA, CANADA, CHILE, CHINA, CUBA, DENMARK, EGYPT, ECUADOR, SPAIN, FRANCE, GREECE, HONDURAS, HUNGARY, INDIA, IRAQ, THE IRISH FREE STATE, JAPAN, LIECHTENSTEIN, THE UNITED STATES OF MEXICO, NICARAGUA, NORWAY, PANAMA, THE NETHERLANDS, PERU, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, SIAM, SWITZERLAND, CZECHOSLOVAKIA, TURKEY, THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, URUGUAY, THE UNITED STATES OF VENEZUELA, AND YUGOSLAVIA.

Having accepted the invitation extended to them in execution of a resolution adopted by the Council of the League of Nations on January 20th, 1936, for the purpose of concluding a Convention for the Suppression of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs,

Have appointed the following delegates:

AFGHANISTAN

Delegate:

His Excellency General MOHAMED OMER Khan
Delegate to the Assembly of the League of Nations, Deputy Permanent Delegate to the League of Nations.

UNITED STATES OF AMERICA

Delegates:

Mr. Stuart J. FULLER

Assistant Chief of the Division of Far Eastern Affairs, Department of State, Representative of the United States of America on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

Mr. Harry J. ANSLINGER

Commissioner of Narcotics of the Treasury Department.

Legal Adviser:

Mr. Frank X. WARD

Assistant Legal Adviser of the Department of State.

AUSTRIA

Delegates:

His Excellency M. Emerich PFLUGL

Permanent Representative to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

Le Dr Bruno SCHULTZ

Ancien Vice-Président de la Police de Vienne, représentant de l'Autriche à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

ETATS-UNIS DU BRESIL

Délégué:

M. Jorge LATOOR

Secrétaire de légation.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

Délégués:

M. Oscar Follett DOWSON, G.B.E.

Conseiller juridique au Ministère de l'Intérieur.

Le major William Hewett COLES, D.S.O.

Représentant du Royaume-Uni à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

BULGARIE

Délégués:

Son Excellence M. Nicolas MOMTCHILOFF

Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

M. Eugène SILANOFF

Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations et Secrétaire de la Légation à Berne.

CANADA

Délégué:

Le colonel C. H. L. SHARMAN, C.M.G., C.B.E.

Chef de la Division des narcotiques au Département des Pensions et de la Santé publique et Représentant du Canada à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Secrétaire:

M. Alfred RIVE

CHILI

Délégué:

M. Francisco HERNANDEZ JIMENEZ

Chef de la Section des Aliments et Drogues au Ministère de la Santé publique.

CHINE

Délégué:

Son Excellence le Dr Hoo Chi-Tsai

Directeur du Bureau permanent de la Délégation près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral Suisse.

Délégué suppléant:

M. CHEN Ting

Premier Secrétaire du Bureau permanent de la Délégation près la Société des Nations.

Secrétaire:

M. Yone Ming LEE

Secrétaire de la Légation à Berne.

Dr. Bruno SCHULTZ

Former Vice-President of the Vienna Police, Representative of Austria on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

UNITED STATES OF BRAZIL

Delegate:

M. Jorge LATOOR

Secretary of Legation.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

Delegates:

Mr. Oscar Follett DOWSON, C.B.E.

Legal Adviser to the Home Office.

Major William Hewett COLES, D.S.O.

Representative of the United Kingdom on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

BULGARIA

Delegates:

His Excellency M. Nicolas MOMTCHILOFF

Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

M. Eugène SILANOFF

Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations and Secretary of the Legation in Berne.

CANADA

Delegate:

Colonel C. H. L. SHARMAN, C.M.G., C.B.E.

Chief of the Narcotic Division of the Department of Pensions and National Health and Representative of Canada on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

Secretary:

Mr. Alfred RTVE

CHILE

Delegate:

M. Francisco HERNANDEZ JIMENEZ

Head of the Nutrition and Drugs Section of the Ministry of Health.

CHINA

Delegate:

His Excellency Dr. Hoo Chi-Tsai

Director of the Permanent Office of the Delegation to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

Substitute!

M. CHEN Ting

First Secretary of the Permanent Office of the Delegation to the League of Nations.

Secretary:

M. Yone Ming LEE

Secretary of the Legation in Berne.

CUBA*Délégué:*

Son Excellence M. GuiUermo de BLANCK
Délégué pennant près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

DANEMARK*Délégué:*

Son Excellence M. William BOKBERG
Délégué pennant près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Délégué suppléant:

M. Holger Oluf Quistgaard BËCH
Premier Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations.

EGYPTE*Délégué:*

M. Edgar GORRA
Conseiller royal, Directeur du contentieux de l'Etat, à Alexandria.

EQUATEUR*Délégué:*

M. Alejandro GASTELÛ CONCHA
Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations, Consul général de l'Equateur à Genève.

ESPAGNE*Délégué:*

M. Julio CASARES
Représentant de l'Espagne à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Conseiller juridique:

M. Manuel LOFEZ REY
Professeur de droit pénal.

FRANCE*Délégué:*

Son Excellence M. DE REFFYE
Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur du contentieux et des chancelleries au Ministère des Affaires étrangères.

Délégué suppléant:

M. Gaston BOURGOIS
Consul général de France.

GRECE*Délégué:*

Son Excellence M. Raoul BIBICA-ROSETTI
Délégué permanent près la Société des Nations, Ministre plénipotentiaire.

Délégué suppléant:

M. Alexandre CONTOUMAS
Premier Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations.

HONDURAS*Délégué:*

Son Excellence le Dr Julian LOPEZ PINEDA
Délégué permanent près la Société des Nations, Chargé d'Affaires à Paris.

CUBA*Delegate:*

His Excellency M. Guillermo de BLANCK
Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

DENMARK*Delegate:*

His Excellency M. William BORBERG
Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

Substitute:

VI. Holger Oluf Quistgaard BECH
First Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations.

EGYPT*Delegate:*

M. Edgar GORRA
Royal Adviser, "Directeur du contentieux de l'Etat", Alexandria.

ECUADOR*Delegate:*

M. Alejandro GASTELÛ CONCHA
Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations, Consul-General of Ecuador in Geneva.

SPAIN*Delegate:*

M. Julio CASARES
Representative of Spain on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

Legal Adviser:

M. Manuel LOPEZ REY
Professor of Penal Law.

FRANCE*Delegate:*

His Excellency M. DE REFFYE
Minister Plenipotentiary, "Sous-Directeur du contentieux et des chancelleries" at the Ministry of Foreign Affairs.

Substitute:

M. Gaston BOURGOIS
Consul-General of France.

GREECE*Delegate:*

His Excellency M. Raoul BIBICA-ROSETTI
Permanent Delegate to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

Substitute:

M. Alexandre CONTOUMAS
First Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations.

HONDURAS*Delegate:*

His Excellency Dr. Julian LOPEZ PINEDA
Permanent Delegate to the League of Nations, Chargé d'Affaires in Paris.

HONGRIE

Délégué:

son Excellence M. László DE VELICS

Chef de la Délégation près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Délégué suppléant:

M. László BARTOK

Premier Secrétaire de légation à la Délégation permanente près la Société des Nations.

INDE

Délégué:

M. Gordon Sidey HARDY, C.I.E., I.C.S.

Vice-Président de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

IRAK

Délégué:

**>

Sahib Bey NAJIB

Chef de la Délégation permanente près la Société des Nations, Conseiller de légation.

ETAT LIBRE D'IRLANDE

Délégué:

M. François Thomas CHEMINS

Délégué permanent près la Société des Nations.

JAPON

Délégué:

Son Excellence M. Massa-aki HOTTA

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Experts:

M. Unji KONNO

Expert technique au Laboratoire d'hygiène de Tokio.

M. Morikatsu INAGAKI

Expert attaché au Ministère des Affaires étrangères.

Secrétaires:

M. Yoshiro SUGITA

Secrétaire au Ministère des Affaires d'outre-mer.

M. Bushichiro OTAKE

Secrétaire au Ministère de la Justice.

M. Kumao NISHIMURA

Deuxième Secrétaire à l'Ambassade à Paris.

LIECHTENSTEIN

Délégué:

M. Camille GORGÉ

Conseiller de légation, Chef de la Section de la Société des Nations au Département politique fédéral suisse, Berne.

Expert:

M. E. SCHEIM

Adjoint à la Division de la Police, Département fédéral suisse de Justice et Police.

HUNGARY

Delegate:

His Excellency M. László DE VELICS

Chief of the Delegation to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

Substitute:

M. Lašzló BAKTOK

First Secretary of Legation to the Permanent Delegation to the League of Nations.

INDIA

Delegate:

Gordon Sidey HARDY, Esq., C.I.E., I.C.S.

Vice-Chairman of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

IRAQ

Delegate:

Sahib Bey NAJIB

Head of the Permanent Delegation to the League of Nations, Counsellor of Legation.

IRISH FREE STATE

Delegate:

Mr. Francis Thomas CEEMINS

Permanent Delegate to the League of Nations.

JAPAN

Delegate:

His Excellency Massa-aki HOTTA

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

Experts:

M. Unji KONNO

Technical Expert of the Tokio Hygienic Laboratory.

M. Morikatsu INAGAKI

Expert attached to the Foreign Office.

Secretaries:

M. Yoshiro SUGITA

Secretary of the Department of Overseas Affairs.

M. Bushichiro OTAKE

Secretary of the Department of Justice.

M. Kumao NISHIMURA

Second Secretary of the Embassy in Paris.

LIECHTENSTEIN

Delegate:

M. Camille GORGÉ

Counsellor of Legation, Chief of the League of Nations Section of the Swiss Federal Political Department.

Expert:

M. E. SCHEIM

Assistant to the Police Division, Swiss Federal Department of Justice and Police.

ETATS-UNIS DU MEXIQUE

Délégué:

M. Manuel Twio

Premier Secrétaire du Service extérieur mexicain, Représentant du Mexique à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

NICARAGUA

Délégué:

Son Excellence M. Francisco Tomás MEDINA
Délégué permanent près la Société des Nations, Ministre plénipotentiaire.

NORVEGE

Délégué:

M. Einar MASENG

Délégué permanent près la Société des Nations.

PANAMA

Délégué:

Le Dr Ernesto HOFFMANN

Délégué permanent près la Société des Nations.

PAYS-BAS

Délégués:

M. J. H. DELGORGE

Conseiller du Gouvernement des Pays-Bas pour les questions internationales en matière d'opium et Représentant des Pays-Bas à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Le Dr J. R. M. VAN ANGEREN

Directeur, Chef de la Section de la Police au Ministère de la Justice.

Délégué suppléant et Secrétaire:

Le Jonkheer G. BEELAERTS VAN BLOKLAND

Rédacteur adjoint au Ministère des Affaires étrangères.

PEROU

Délégué:

M. Enrique TRUJILLO BRAVO

Ingénieur.

POLOGNE

Délégué:

Son Excellence le Dr Witold CHODZKO

Ancien Ministre de la Santé publique, Président de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Conseiller technique:

M. Kazimierz TREBIGKI

Premier Secrétaire à la Délégation près la Société des Nations.

PORTUGAL

Délégués:

Son Excellence le Dr Augusto DE VASCONGELLOS

Délégué permanent près la Société des Nations, Ministre plénipotentiaire.

UNITED STATES OF MEXICO

Delegate:

M. Manuel TELLO

First Secretary of the Mexican Foreign Service, Representative of Mexico on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

NICARAGUA

Delegate:

His Excellency M. Francisco Tomás MEDINA
Permanent Delegate to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

NORWAY

Delegate:

M. Einar MASENG

Permanent Delegate to the League of Nations.

PANAMA

Delegate:

Dr. Ernesto HOFFMANN

Permanent Delegate to the League of Nations.

THE NETHERLANDS

Delegates:

M. J. H. DELGORGE

Adviser of the Government of the Netherlands on international opium questions and Netherlands Representative on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

Dr. J. R. M. VAN ANGEREN

Director, Chief of the Police Section at the Ministry of Justice.

Substitute and Secretary:

Jonkheer G. BEELAERTS VAN BLOKLAND

Assistant Editor to the Ministry of Foreign Affairs.

PERU

Delegate:

M. Enrique TRUJILLO BRAVO

Engineer.

POLAND

Delegate:

His Excellency Dr. Witold CHODZKO

Former Minister of Public Health, Chairman of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

Technical Adviser:

ivi, 187.1mip*7 J. REBICKI

First Secretary at the Delegation to the League of Nations.

PORTUGAL

Delegates:

His Excellency Dr. Augusto DE VASCONCELLOS

Permanent Delegate to the League of Nations, Minister Plenipotentiary.

Son Excellence le professeur docteur
José CAEIRO DA MATTA

Recteur de l'Université de Lisbonne.

Secrétaire:

M. Henrique DA GUERRA QUARESMA VIANNA
Chargé d'Affaires près la Société des Nations,
Conseiller de légation.

ROUMANIE

Délégué:

Son Excellence M. Constantin ANTONIADE
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
près la Société des Nations.

Délégué suppléant:

M. Dino CANTEMIR
Secrétaire de la Délégation près la Société
des Nations.

SIAM

Délégué:

Son Excellence Phya RAJAWANGSAN
Délégué permanent près la Société des Nations,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
près la Cour de Saint-James.

Délégué suppléant:

LuangBHADRAVADI
Secrétaire de légation à la Légation à Londres.

Secrétaire:

LuangCHAMNONG-DITHAKAS
Secrétaire de légation à la Légation à Londres.

SUISSE

Délégué:

M. Camille GORGÉ
Conseiller de légation, Chef de la Section
de la Société des Nations au Département
politique fédéral.

Expert:

M. E. SCHEIM
Adjoint à la Division de la Police, Département
fédéral de Justice et Police.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Délégué:

Le Dr Antonin KOUKAL
Conseiller au Ministère de la Justice.

TURQUIE

Délégué:

N. Numan Tahir SEYMEN
Consul général à Genève.

UNION DES REPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES

Délégué:

M. Georges LACHKEVITCH
Conseiller juridique au Commissariat du
Peuple pour les Affaires étrangères.

His Excellency Professor José CAEIRO DA MATTA
Rector of the University of Lisbon.

Secretary:

M. Henrique DA GUERRA QUARESMA VIANNA
Chargé d'Affaires to the League of Nations,
Counsellor of Legation.

ROUMANIA

Delegate:

His Excellency M. Constantin ANTONIADE
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
to the League of Nations.

Substitute:

M. Dino CANTEMIR
Secretary of the Delegation to the League
of Nations.

SIAM

Delegate:

His Excellency Phya RAJAWANGSAN
Permanent Delegate to the League of Nations,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
to the Court of St. James.

Substitute:

LuangBHADRAVADI
Secretary of Legation at the Legation in
London.

Secretary:

LuangCHAMNONG-DITHAKAR
Secretary of Legation at the Legation in
London.

SWITZERLAND

Delegate:

M. Camille GORGE
Counsellor of Legation, Chief of the League
of Nations Section at the Federal Political
Department.

Expert:

M. E. SCHEIM
Assistant to the Police Division, Federal
Department of Justice and Police.

CZECHOSLOVAKIA

Delegate:

Dr. Antonin KOUKAL
Adviser at the Ministry of Justice.

TURKEY

Delegate:

M. Numan Tahir SEYMEN
Consul-General at Geneva.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Delegate:

M. Georges LACHKEVITCH
Legal Adviser at the People's Commissariat
for Foreign Affairs.

URUGUAY

Délégués:

- Son Excellence M. Victor BENAVIDES
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.
- Son Excellence le Dr Alfredo DE CASTRO
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Représentant de l'Uruguay à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

ETATS-UNIS DU VENEZUELA

Délégué:

- Son Excellence M. Manuel AROCHA
Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

YUGOSLAVIE

Délégué:

- Son Excellence le Dr Ivan SOUBBOTITCH
Délégué permanent près la Société des Nations.

Experts:

- M. Boško DJORDJEVIĆ
Secrétaire au Ministère royal du Commerce et de l'Industrie.
- Le Dr Vladimir MANOILOVITCH
Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations.

Participants à la Conférence à titre d'observateurs:

FINLANDE

- M. Helge VON KNORRING
Premier Secrétaire de légation.

LETTONIE

- M. Karlis KALNINS
Premier Secrétaire de légation.

Participants à la Conférence à titre consultatif et en qualité d'experts:

Commission internationale de police criminelle:

- M. Norman KENDAL, C.B.E.
Commissaire adjoint à la "Metropolitan Police" à Londres.
- Le Dr Bruno SCHULTZ
Ancien vice-président de la Police de Vienne, Représentant de l'Autriche à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, qui se sont réunis à Genève.

Le Conseil de la Société des Nations a appelé aux fonctions de président de la Conférence :

- M. Joseph LIMBURG, Membre du Conseil d'Etat des Pays-Bas.

URUGUAY

Delegates:

- His Excellency M. Victor BENAVIDES
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.
- His Excellency Dr. Alfredo DE CASTRO
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians and to Her Majesty the Queen of the Netherlands, Representative of Uruguay on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

UNITED STATES OF VENEZUELA

Delegate:

- His Excellency M. Manuel AROCHA
Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

YUGOSLAVIA

Delegate:

- His Excellency Dr. Ivan SOUBBOTITCH
Permanent Delegate to the League of Nations.

Experts:

- M. Boško DJORDJEVIĆ
Secretary to the Royal Ministry of Trade and Industry.
- Dr. Vladimir MANOILOVITCH
Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations.

Participating at the Conference as Observers:

FINLAND

- M. Helge VON KNORRING
First Secretary of Legation.

LATVIA

- M. Karlis KALNINS
First Secretary of Legation.

Participating at the Conference in an Advisory Capacity and as Experts:

International Criminal Police Commission:

- Mr. Norman KENDAL, C.B.E.
Assistant Commissioner of the Metropolitan Police, London.
- Dr. Bruno SCHULTZ
Former Vice-President of the Vienna Police, Representative of Austria on the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs, who accordingly assembled at Geneva.

The Council of the League of Nations appointed as President of the Conference:

- M. Joseph LIMBURG, Member of the Council of States of the Netherlands.

La Conférence a désigné comme son vice-président :

M. DE REFFYE, Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur du contentieux et des chancelleries au Ministère des Affaires étrangères de la République française.

A rempli les fonctions de Secrétaire général de la Conférence :

M. Eric Einar EKSTRAND, Directeur des Sections du trafic de l'opium et des questions sociales, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations.

A la suite des réunions tenues du 8 au 26 juin 1936, les Actes ci-après ont été arrêtés :

I. CONVENTION DE 1936 POUR LA REPRESSION DU TRAFIC ILLICITE DES DROGUES NUISIBLES.

II. PROTOCOLÉ-TJE SIGNATURE DE LA CONVENTION.

La Conférence a également adopté ce qui suit :

I. INTERPRÉTATIONS.

1. Il est entendu que les stipulations de la Convention, et en particulier les stipulations des articles 2 et 5 ne s'appliquent pas aux faits commis non intentionnellement.

2. L'article 15 doit être interprété dans ce sens que la Convention ne porte, notamment, aucune atteinte à la liberté des Hautes Parties contractantes de régler le régime des circonstances atténuantes.

II. RECOMMANDATIONS

1. La Conférence,

Rappelant que la Conférence internationale de l'opium de 1912, résolue à poursuivre la suppression progressive de l'abus de l'opium, a inséré dans la Convention internationale de l'opium de 1912 l'article 6 suivant: "Les Puissances contractantes prendront des mesures pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, dans la limite des conditions différentes propres à chaque pays, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière";

Rappelant que les Parties à l'Accord de Genève sur l'opium de 1925 ont déclaré, dans le Préambule, qu'elles étaient fermement résolues à effectuer la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, telle qu'elle est prévue par le Chapitre II de la Convention internationale de l'opium de 1912, dans leurs possessions et territoires d'Extrême-Orient, y compris les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de l'opium préparé est encore autorisé, et qu'elles étaient désireuses, pour des raisons d'humanité et en vue d'assurer le bien-être social et moral des peuples intéressés, de

The Conference has appointed as Vice-President:

M. DE REFFYE, Minister Plenipotentiary, "Sous-Directeur du contentieux et des chancelleries" at the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic.

The functions of Secretary-General to the Conference were assumed by:

M. Eric Einar EKSTRAND, Director of the Opium Traffic and Social Questions Sections, representing the Secretary-General of the League of Nations.

In the course of a series of meetings between June 8th and June 26th, 1936, the instruments hereinafter enumerated were drawn up:

I. CONVENTION OF 1936 FOR THE SUPPRESSION OF THE ILLICIT TRAFFIC IN DANGEROUS DRUGS.

II. PROTOCOL OF SIGNATURE OF THE CONVENTION.

The Conference also adopted the following:

I. INTERPRETATIONS.

1. It is understood that the provisions of the Convention, and in particular the provisions of Articles 2 and 5, do not apply to offences committed unintentionally.

2. Article 15 is to be interpreted in the sense that the Convention does not in particular affect the liberty of the High Contracting Parties to regulate the principles under which mitigating circumstances may be taken into account.

II. RECOMMENDATIONS.

1. The Conference,

Recalling that the International Opium Conference of 1912, determined to bring about the gradual suppression of the abuse of opium, inserted in the International Opium Convention of 1912 the following Article 6: "The contracting Powers shall take measures for the gradual and effective suppression of the manufacture of, internal trade in and use of prepared opium, with due regard to the varying circumstances of each country concerned, unless regulations on the subject are already in existence";

Recalling that the Parties to the Geneva Opium Agreement of 1925, in the Preamble, declared that they were fully determined to bring about the gradual and effective suppression of the manufacture of, internal trade in and use of prepared opium, as provided for in Chapter II of the International Opium Convention of 1912, in their Far Eastern possessions and territories, including leased or protected territories, in which the use of prepared opium is temporarily authorised; and that they were desirous, on the grounds of humanity and for the purpose of promoting the social and moral welfare of their peoples, of taking all possible steps

prendre toutes mesures utiles pour réaliser dans le délai le plus bref possible la suppression de l'usage de l'opium à fumer;

Désireuse de profiter de l'occasion qui lui est offerte par la présente Conférence d'adresser aux Etats intéressés un appel les invitant à poursuivre leurs efforts dans ce domaine :

Recommande que les gouvernements qui permettent encore l'usage de l'opium pour d'autres fins que des fins médicales ou scientifiques, adoptent dans le plus bref délai toutes mesures efficaces en vue de l'abolition de cet usage de l'opium.

2. La Conférence recommande que les pays qui admettent le principe de l'extradition de leurs nationaux accordent l'extradition de leurs nationaux qui se trouvent sur leur territoire et qui se sont rendus coupables à l'étranger des infractions prévues par l'article 2, même si le traité d'extradition applicable contient une réserve au sujet de l'extradition des nationaux.

3. La Conférence recommande aux Hautes Parties contractantes de créer, le cas échéant, un service spécialisé de police aux fins de la présente Convention.

4. La Conférence recommande que la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles examine l'opportunité de réunions des représentants des offices centraux des Hautes Parties contractantes en vue d'assurer, perfectionner et développer la collaboration internationale prévue par la présente Convention; et, le cas échéant, donne un avis à ce sujet au Conseil de la Société des Nations.

EN FOI DE QUOI les Délégués ont signé le présent Acte.

FAIT à Genève, le vingt-six juin mil neuf cent trente-six, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie certifiée conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence.

for achieving the suppression of the use of opium for smoking with the least possible delay;

Desiring to take the opportunity afforded by the present Conference of urging the countries concerned to continue their efforts in this matter:

Recommends that Governments which still permit use of opium for other than medical or scientific purposes should without undue delay take effective action with a view to the abolition of such use of opium.

2. The Conference recommends that countries which recognise the principle of extradition of their nationals should grant the extradition of such of their nationals as, being in their territory, are guilty of the commission abroad of the offences dealt with in Article 2, even if the extradition treaty applicable contains a reservation on the subject of the extradition of nationals.

3. The Conference recommends the High Contracting Parties to create, where necessary, a specialised police service for the purposes of the present Convention.

4. The Conference recommends that the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs should consider the question whether it is desirable that meetings of the representatives of the central offices of the High Contracting Parties should take place in order to ensure, improve and develop international co-operation as provided for in the present Convention, and, should occasion arise, to give an opinion to the Council of the League of Nations on the subject.

IN FAITH WHEREOF the Delegates have signed the present Act.

DONE at Geneva, the twenty-sixth day of June, one thousand nine hundred and thirty-six, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which authenticated copies shall be delivered to all States represented at the Conference.

U Président de la Conférence:

LIMBURG

The President of the Conference:

Le Vice-Président de la Conférence:

P. DE REFFYR

The Vice-President of the Conference:

Le Secrétaire général de la Conférence:

Eric Einar EKSTRAND

The Secretary-General of the Conference:

AUTRICHE

E. PFLÜGL
Dr Bruno SCHULTZ

AUSTRIA

ETATS-UNIS DU BRESIL

Jorge LATOUR

UNITED STATES OF BRAZIL

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique non membres séparés
de la Société des Nations

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
and all parts of the British Empire
which are not separate Members of
the League of Nations

	Oscar F. DOWSON Wm. H. COLIS	
BULGARIE	N. MoMTCHILOFF E. SIUANOFF	BULGARIA
CANADA	C. H. L. SHARMAN	CANADA
CHILI	F. HERNANDEZ	CHILE
CHINE	Hoo Chi-Tsai	CHINA
CUBA	G. de BLANCK	CUBA
DANEMARK	William BORBERG	DENMARK
EGYPTE	Edgar GORRA	EGYPT
EQUATEUR	Alex GASTELÚ	ECUADOR
ESPAGNE	Julio CASARES Manuel LÓPEZ REY	SPAIN
FRANCE	P. DE REFFYE G. BOURGOIS	FRANCE
GRECE	Raoul BIBICA-ROSETTI A. CONTOUMAS	GREECE
HONDURAS	J. LÓPEZ PINEDA	HONDURAS
HONGRIE	VILICS	HUNGARY
INDE	G. HARDY	INDIA
ETAT LIBRE D'IRLANDE	F. T. CREMINS	IRISH FREE STATE
JAPON	Massa-aki HOTTA	JAPAN
MEXIQUE	Manuel TEIXO	MEXICO

CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the English and French texts of the Convention for the Suppression of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs done at Geneva on 26 June 1936 and Lake Success, New York on 11 December 1946, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Chief, Treaty Section,
Office of Legal Affairs

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Palitha T. B. Kohona', written over a diagonal line.

Palitha T. B. Kohona

United Nations
New York, June 2005

CERTIFICAT

Je certifie que le texte ci-joint est une copie conforme des textes anglais et français de la Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles fait à Genève le 26 juin 1936 et Lake Success (New York) le 11 décembre 1946, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Chef de la Section des Traités,
Bureau des Affaires juridiques

Organisation des Nations Unies
New York, juin 2005

Certified true copy VI.11
Copie certifiée conforme VI.11
November 2004